



Luxembourg, le 08 SEP. 2023

VELO WOOLZ
Monsieur Theisen Fernand
24, am Stellpad
L-9674 NOCHER

N/Réf.: 106158-G

Monsieur,

En réponse à votre requête réceptionnée le 12 juin 2023 par laquelle vous sollicitez l'autorisation pour l'organisation de courses de VTT en date du 23 au 24 septembre 2023 sur le territoire de la commune de WILTZ, j'ai l'honneur de vous informer qu'en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, je vous accorde l'autorisation sollicitée aux conditions suivantes :

1. La manifestation aura lieu sur le site « Camping Kaul » sur le territoire de la commune de Wiltz, conformément aux règles de bonne conduite signées de votre part.
2. Les tracés exacts des différentes courses seront fixés et approuvés par le préposé de la nature et des forêts (M. Dany Klein, tél : 621 202 131) avant le début de la manifestation.
3. L'organisateur sera responsable de tous les dégâts causés sur les tracés.
4. Aucun biotope protégé au sens de l'article 17 de la prédite loi modifiée du 18 juillet 2018 et de son règlement d'exécution du 1^{er} août 2018 ne sera réduit, détruit ou détérioré aussi bien dans la partie aérienne que souterraine.
5. Le préposé de la nature et des forêts sera averti avant la manifestation et toutes les instructions que le préposé de la nature et des forêts se verra obligé de donner afin que la protection de l'environnement naturel soit assurée seront poursuivies.
6. L'usage d'engins automobiles est uniquement autorisé sur les voies publiques goudronnées.
7. Eu égard à la perturbation de la faune sauvage occasionnée par le passage d'une foule de cycliste à travers les forêts, le nombre maximal de participants est limité à 150 personnes.
8. En cas de contrôle, l'organisateur devra être à même de présenter la présente autorisation, respectivement une copie.

Il incombe à l'organisateur de la manifestation de s'assurer de la praticabilité et de la sécurité du tracé emprunté, notamment eu égard à la pratique de la chasse, aux travaux forestiers, aux travaux d'infrastructures et autres, tout en respectant scrupuleusement les mesures sanitaires en vigueur.

Il est également recommandé à l'organisateur de contracter une assurance RC garantissant la responsabilité civile des propriétaires fonciers par application des articles 1382 – 1386 du Code Civil.

L'Etat décline toute responsabilité en cas d'éventuels accidents survenus sur le tracé.

Le présent accord ne vaut que pour la manifestation du 23 au 24 septembre 2023 et ne crée aucun droit à faire valoir ultérieurement.

La présente vous est accordée sans préjudice d'autres autorisations éventuellement requises, notamment celle des propriétaires fonciers des terrains privés ou communaux qui seront traversés pour autant qu'il ne s'agisse pas de sentiers marqués officiellement.

Eu égard à l'entrée en vigueur prochaine de la loi du 23 août 2023 sur les forêts, à savoir le 1^{er} octobre 2023, je vous recommande de vous adresser à l'Arrondissement concerné pour clarifier les exigences qui, le cas échéant, découlent des nouvelles dispositions légales quant au choix des tracés pour les prochaines éditions de votre manifestation.

En vertu de l'article 60, paragraphe 2, dernier alinéa, de la prédite loi modifiée du 18 juillet 2018, vous êtes tenus d'afficher l'autorisation de la construction projetée aux abords du chantier pendant 3 mois dès réception de la présente. Le délai de recours devant les juridictions administratives court à l'égard des tiers à compter du jour où cet affichage est réalisé.

Vous pouvez introduire un **recours contentieux** contre la présente décision devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour dans les trois mois à compter de la notification de la présente. Dans le même délai, vous pouvez adresser un **recours gracieux** par écrit à l'Administration de la nature et des forêts. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Vous pouvez également introduire une **réclamation auprès du Médiateur— Ombudsman**. Veuillez noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour plus d'informations concernant vos droits en matière de recours, il vous est loisible de consulter la rubrique « Recours contre un acte administratif » sur le site ci-après : <https://guichet.public.lu/fr.html>.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour la Ministre de l'Environnement,
du Climat et du Développement durable



Mike Wagner

Premier Conseiller de Gouvernement

Copies pour information :

- Arrondissement NORD
- Commune de WILTZ